

FORMATION D'UN GOUVERNEMENT

Les frontaliers belges s'imposent à la table des négociations

Écrit par Nicolas Léonard

Publié Le 11.08.2020 • Édité à 07:02



Le socialiste Paul Magnette est un des deux préformateurs désignés par le roi. (Photo: Shutterstock)

La Belgique n'a toujours pas de gouvernement fédéral de plein exercice et traverse la plus longue crise de son histoire. Alors que les deux formateurs mandatés par le roi poursuivront leur travail, les travailleurs frontaliers veulent leur rappeler plusieurs de leurs exigences.

Rien n'est jamais simple en Belgique, et certainement pas sur le plan politique. Le pays attend toujours un gouvernement de plein exercice. Et traverse la plus longue crise de son histoire, le record de 589 jours sans exécutif fédéral de plein exercice ayant même été battu au début du mois d'août.

Mais le problème pourrait se solutionner dans les prochaines semaines, le roi ayant mandaté Paul Magnette (PS) et Bart De Wever (N-VA) comme préformateurs. Ceux-ci ont obtenu que cinq partis (PS, N-VA, SP.A, CD&V et cdH) acceptent de discuter d'un accord de gouvernement. Mais ce groupe ne disposant que de 71 députés sur 150 doit embarquer à ses côtés soit Écolo et son pendant flamand Groen (qui ont déjà refusé une première fois), soit la famille libérale composée du MR et de l'Open VLD, qui ne fait pas l'unanimité et qui n'hésitera pas à poser des conditions fermes à sa participation, ce qui irrite les cinq autres à l'avance.

Lors de ces négociations, de nombreux sujets seront mis sur la table: emploi, soins de santé, cohésion sociale, fiscalité, ajustements économiques et sociaux, ré fédéralisation possible de certaines compétences, politique environnementale... «Les frontaliers seront-ils un sujet de la négociation qui s'engagera bientôt? On ne l'a pas encore entendu dire», souligne sur sa page Facebook le chef de groupe MR au conseil communal d'Arlon Olivier Waltzing, cheville ouvrière de l'association «Effet-Frontière» .

Une liste de 10 revendications

Mais alors que les libéraux sont de plus en plus proches de dire «oui» aux deux préformateurs, Effet-Frontière sort l'as qui était dans sa manche. Benoît Piedboeuf, président du MR luxembourgeois, mais surtout chef du groupe MR à la Chambre, va en effet déposer au président de son parti et à la Première ministre une liste de 10 revendications des frontaliers. Charge à ceux-ci de les faire remonter dans le cadre des futures négociations et d'obtenir qu'elles laissent une trace dans le prochain accord de gouvernement.

Quelles sont les plus importantes des 10 demandes des frontaliers et d'Effet-Frontière aux préformateurs?

- Envisager de créer des zones de transition fiscale ;
- Au minimum doubler le nombre de jours de télétravail ;
- Améliorer le transport ferroviaire vers le Luxembourg ;
- Créer un P+R à Arlon ;
- Faciliter la prise de congé politique par le travailleur frontalier.

Si Effet-Frontière se réjouit de cette initiative, qui rejoint nombre de ses combats, il est encore trop tôt pour crier victoire. Car le chemin vers un accord de gouvernement sera encore semé d'embûches et l'objet de nombreux compromis.

Paul Magnette	Bart De Wever	Olivier Waltzing	Effet-Frontière
---------------	---------------	------------------	-----------------
